



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## Déclaration de la FSU 81 lors du CDEN du 03/09/2020

Mesdames et messieurs les représentant.es des parents d'élèves, mesdames et messieurs les représentant.es des élu.es, mesdames et messieurs les représentant.es des associations, chers et chères collègues des autres syndicats, madame la préfète, nous sommes au regret de vous annoncer que nous tous et toutes autour de cette table, ne servons à rien au sein de cette instance.

En effet, cette instance, certes consultative, certes tardive, certes tout ce qu'on veut, est censée entériner les ouvertures et les fermetures de postes de rentrée. Or, la DSDEN et son infatigable IEN de la circonscription de Castres ont déjà acté, organisé et effectué (en toute discrétion bien sûr) la fermeture d'un poste à l'école maternelle de Roulandou à Castres. Depuis la prérentrée, l'école fonctionne avec une classe en moins, alors que les instances de carte scolaire ne se sont pas tenues.

Quel mépris pour cette instance et tou.tes ses représentant.es, quel mépris pour l'ensemble de nos collègues.

La FSU dénonce fermement les décisions de carte scolaire prises avant même la tenue de l'instance. Notre administration, fidèle aux doctrines du *New Management Public* continue de montrer beaucoup de mépris envers les organisations syndicales qui travaillent pourtant d'arrache-pied pour accomplir leurs missions de représentant.es du personnel et s'assoit sciemment et ouvertement sur le mythe du dialogue social.

De plus, nous tenons à dénoncer ici les pratiques des services de police du département et notamment des Renseignement Territoriaux qui se permettent d'appeler dans des écoles mobilisées contre une fermeture ou pour une ouverture afin d'interroger et de mettre la pression sur les directeurs et directrices. Votre prédécesseur, madame la préfète, nous avait garanti en ces murs que ce genre d'évènement, déjà survenu par le passé, ne se reproduirait plus. La FSU exige que cet engagement soit réaffirmé. La police dans les écoles est toujours un très mauvais signal, surtout quand on se réclame de la Démocratie et de la patrie des Droits de l'Homme, à moins de renoncer à ces idéaux, et d'accepter une banalisation des idées de l'extrême-droite.

Une crise sanitaire sans précédent a mis l'École à genoux, une École et plus généralement des Services Publics, déjà fragilisés par les politiques menées depuis de trop nombreuses années par les gouvernements successifs.

Impréparation, incohérence des mesures prises, annonces contradictoires via les médias grand public, protection insuffisante voire inexistante des personnels et plus particulièrement des personnels vulnérables avec un protocole qui n'est qu'un leurre puisque que l'on peut s'affranchir des règles de distanciation pourvu que l'on accueille tous les élèves.

Aucun moyen supplémentaire ne permettra de protéger les personnels, les élèves, ainsi que leur famille. Selon le ministre Blanquer, les grands parents ne devraient pas aller chercher leur petits enfants à l'école, quid des grands parents enseignant.es ?

Dans le Tarn, suite à l'annonce du ministre, 10 fermetures ont été évitées dans le rural lors de la carte scolaire de février. La coupe risque d'être meurtrière dans les villes et chez les personnels hors la classe (remplaçant.es, RASED, Maître.sses, Formateurs.trices...) moins visibles pour le grand public mais pourtant indispensables pour le bon fonctionnement du Service Public d'Éducation. A moyen constant, il faudra bien compenser... ou décompenser. Les risques psychosociaux dus au confinement, au travail à distance et à la pression subie par les personnels sont réels et notre hiérarchie ne semble pas en prendre la mesure. La preuve : de trop

nombreuses classes restent surchargées, ce qui inquiète particulièrement les personnels en terme de conditions sanitaires et de conditions de travail. Les conditions de travail de l'année scolaire dernière ont mis à mal de nombreux. ses collègues. En temps de crise sanitaire et de « distanciation sociale », ces classes surchargées ne font qu'empirer la situation. Pourtant aucun recrutement supplémentaire. Le manque de remplaçant.es, de maîtres et maîtresses de RASED sont des constantes qui aggravent encore la situation de l'École.

Signe de l'impréparation et du peu de cas que l'on porte à l'école, les établissements du Tarn qui sont sur le parcours du Tour de France le vendredi 4 septembre ont appris lundi 31 août (les élèves et leur famille le lendemain), c'est-à-dire 4 jours avant qu'ils seraient fermés pour l'occasion. Il y a un décalage total entre le bricolage de cette rentrée et les précautions prises pour le passage du Tour de France, qui conduit à fermer une cinquantaine d'établissements. Une compétition sportive est traitée avec plus d'attention que la rentrée scolaire. Sans compter le signal qui est envoyé aux élèves confinés pendant deux mois et dont certains n'ont pas repris les cours depuis mars... La semaine de la rentrée, ils doivent laisser la place au Tour de France, événement aux retombées économiques très importantes. Tout est question de priorité...

Concernant les adaptations pédagogiques attendues suite au confinement, la seule réponse du ministre réside dans l'évaluation à outrance. Pour notre ministre, tout est tellement normal qu'il n'y a aucun problème à maintenir le calendrier de début d'année des évaluations CP et CE1 dont *les items proposés seront, à quelques nuances près, les mêmes que ceux des années précédentes*, comme si rien n'avait eu lieu avant les vacances scolaires.

Ces évaluations nationales ont pourtant déjà fortement été remises en cause depuis leur imposition par le ministre tant dans leurs modalités de passation que dans le traitement des résultats qui ne permet pas une analyse prenant en compte le parcours des élèves. Elles ne font que nourrir une communication ministérielle totalement déconnectée de la réalité et sans aucun intérêt pour nos élèves. Elles permettent surtout au ministre de piloter le système (une évaluation par panel est suffisante pour cela) et de mettre au pas les enseignant.es.

Pour la FSU, ces évaluations nationales ne sont rien de moins que de la maltraitance à l'égard des élèves et des enseignant.es.

Rien sur les programmes adaptés en conséquence de la crise de l'an dernier qui a continué de creuser un fossé entre les élèves. Les vacances apprenantes comme seule solution (souvent avortée par manque de moyens) à l'accroissement des inégalités, c'est tout simplement de la poudre de perlimpinpin !

Voilà une « école de la confiance » dépourvue de toute ambition éducative, qui ne permettra aucunement de réduire les inégalités scolaires ni de s'attaquer aux difficultés de l'école. La déstructuration et l'ubérisation du Service Public d'Éducation, au profit de l'école privée, le musellement des enseignant.es, la précarisation des personnels par la contractualisation inscrite dans la loi de transformation de la fonction publique, voilà la feuille de route et les objectifs de ce gouvernement.

Jean-Michel Blanquer ne parvenait pas à convaincre avant, il convainc encore moins maintenant, les personnels n'ont plus aucune confiance.

Fragilisé, il tentera certainement le passage en force en menaçant les enseignant.es. Or, ceux et celles-ci font leur travail : le ministre nous a envoyé pléthore de vidéos pour louer le travail des enseignant.es et le recteur d'Académie n'a eu de cesse de remercier les personnels pour leur professionnalisme et leur implication l'an dernier. Les remerciements seuls ne sont pas suffisants Monsieur le ministre, à quand la reconnaissance salariale pour tous et toutes ? A quand le dégel du point d'indice ? A quand la prime pérenne pour l'équipement ? A quand les moyens indispensables au bon fonctionnement du Service Public d'Éducation.

### **Ces moyens, nous les avons chiffrés :**

🕒 **106 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation

prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes). **Ces 106 postes les voici :** (Voir Annexe)

🕒 **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;

🕒 **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignant.es total du département ;

🕒 **20 postes de remplaceant-es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;

🕒 **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;

🕒 **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;

🕒 **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version SNUipp-FSU**, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

**Pour « l'École d'après »,  
le SNUipp-FSU Tarn demande  
la création de 369 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses publiques. Le projet de la FSU reste quant à lui à l'opposé de ces doctrines libérales qui accroissent les inégalités et détruisent notre planète : renforcement et développement des Services Publics, garantissant les besoins essentiels de la population (santé, éducation, logement, transport, etc) nécessitant un investissement important de l'État et par conséquent une autre répartition des richesses ; égalité d'accès de toutes et tous, quelques soient ses moyens ; équité et transparence dans la gestion des personnels ; École émancipatrice et solidaire. Nous resterons fidèles à ce projet.